

Union européenne : Israël met en péril tout accord de paix pour deux États

Description

L'Union européenne critique l'expansion des colonies et la situation des Palestiniens en Cisjordanie et à Jérusalem

Selon l'UE, leur croissance remet en cause toute perspective d'accord de paix.

Photo : David Levene

L'Union européenne a prouvé que la perspective d'une solution pacifique et viable au conflit israélo-palestinien, impliquant deux États c'est-à-dire, était menacée par les actions israéliennes.

Dans une déclaration très critique publiée à Bruxelles lundi, le Conseil des Affaires étrangères de l'UE a averti que l'accélération des constructions dans les colonies, des expulsions et des démolitions de maisons à Jérusalem-Est, la violence et les provocations des colons, et la situation aggravée des Palestiniens dans la plus grande partie de la Cisjordanie « menaçaient de rendre la solution à deux États impossible ».

L'UE affirme que les colonies israéliennes en Cisjordanie et Jérusalem-Est sont illégales au regard du droit international, et que l'UE ne reconnaîtra aucun changement dans les frontières d'avant 1967 sans un accord entre les deux parties. Jérusalem doit être la future capitale des deux États, affirme-t-elle.

Israël a rejeté très vite la déclaration, disant que « sa longue liste d'allégations et de critiques (était) basée sur une vue partielle, partielle et unilatérale des réalités sur le terrain ».

La déclaration de l'UE demande à Israël de respecter ses obligations envers la population palestinienne vivant en « Zone C » et qui représente 61 % de la Cisjordanie et est sous le contrôle total israélien pour la sécurité.

L'UE affirme que les conditions de vie se détériorent et qu'Israël doit mettre fin aux transferts forcés des communautés bédouines et aux démolitions de maisons et d'infrastructures, qu'il doit accorder plus facilement des permis de construire et assurer l'accès à l'eau.

Les organisations humanitaires présentes en Cisjordanie ont fait savoir, séparément, lundi, que 62 projets réalisés, et financés par l'UE, concernant notamment des logements, des citernes pour l'eau et des constructions agricoles, avaient été démolis par les forces de sécurité israéliennes l'an dernier et que plus de 110 risquaient de l'être.

Les structures concernées ont été financées par la Grande-Bretagne, l'Irlande, la France, les Pays-Bas, la Pologne et la Commission européenne.

Le ministre de la Défense israélien attend une décision d'un tribunal pour cette semaine qui lui permettra de démolir 12 communautés pour lesquelles le gouvernement britannique a financé des citernes pour l'eau et le réseau d'assainissement. Les communautés, essentiellement troglodytes, sont situées dans une zone qu'Israël a désignée comme zone militaire.

La déclaration de l'UE a été accueillie par un récent échange de lettres entre dirigeants israéliens et palestiniens, dans lesquelles les deux côtés disent vouloir reprendre les négociations. Il y est également fait référence aux « nécessités légitimes de sécurité » d'Israël et à la condamnation des tirs de roquettes depuis Gaza.

<http://www.guardian.co.uk/world/2012/may/14/israel-two-state-risk-eu>

Traduction: [Info Palestine](#)

date créée

2012/05/18